



Comment la Bulgarie a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh

par Thierry Meyssan

Les meilleurs secrets ont une fin. Le cartel mafieux qui gouverne la Bulgarie s'est fait prendre alors qu'il a fourni, à la demande de la CIA, des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh, à la fois en Libye et en Syrie. L'affaire est d'autant plus grave que la Bulgarie est membre de l'Otan et de l'Union européenne.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 4 JANVIER 2016



Chef de l'un des deux cartels mafieux bulgares, la SIC, Boïko Borissov est devenu Premier ministre. Alors que son pays est membre de l'Otan et de l'Union européenne, il a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh en Libye et en Syrie.

Il semble que tout ait commencé par hasard. Depuis une trentaine d'années, la fénétylline était utilisée comme dopant dans les milieux sportifs ouest-allemands. Selon l'entraîneur Peter Neururer, plus de la moitié des joueurs en prenaient régulièrement [1]. Des trafiquants bulgares y virent une occasion. De la dissolution de l'Union soviétique à l'entrée dans l'Union européenne, ils commencèrent à la produire et à l'exporter illégalement en Allemagne sous le nom de Captagon.



SHIVAYA INFO



Deux groupes mafieux se livrèrent une solide concurrence, **Vasil Iliev Security** (VIS) et **Security Insurance Company** (SIC), dont dépendait le karateka **Boïko Borissov**. Ce sportif de haut niveau, professeur à l'Académie de police, créa une société de protection de hautes personnalités et devint le garde du corps aussi bien de l'ancien président pro-soviétique Todor Jivkov que du pro-US, Siméon II de Saxe-Cobourg-Gotha. Dès que ce dernier devint Premier ministre, Borissov fut nommé directeur central du ministère de l'Intérieur, puis élu maire de Sofia.

En 2006, l'ambassadeur des États-Unis en Bulgarie (et futur ambassadeur en Russie), John Beyrle, dresse un portrait de lui dans un câble confidentiel révélé par Wikileaks. Il le présente comme lié à deux grands chefs mafieux, **Mladen Mihalev** (dit « Madzho ») et **Roumen Nikolov** (dit « Le Pacha ») [2], les fondateurs de la SIC.

En 2007, sur la foi d'un rapport réalisé par une grande société suisse, *U.S. Congressional Quarterly* assure qu'il avait étouffé de nombreuses enquêtes au ministère de l'Intérieur et se trouvait lui-même impliqué dans 28 assassinats mafieux. Il serait devenu un partenaire de **John E. McLaughlin**, le directeur adjoint de la CIA. Il aurait installé en Bulgarie une prison secrète de l'Agence et aurait aidé à fournir une base militaire dans le cadre du projet d'attaque de l'Iran, poursuivait le journal [3].

En 2008, le spécialiste allemand du crime organisé, Jürgen Roth, qualifie Boïko Borisov d'« Al Capone bulgare » [4].

Devenu lui-même Premier ministre et alors que son pays était déjà membre de l'Otan et de l'UE, il fut sollicité par l'Agence pour aider à la guerre secrète contre Mouamar el-Kadhafi. Boïko Borissov fournit du Captagon, fabriqué par la SIC, aux jihadistes d'al-Qaïda en Libye. **La CIA rendit cette drogue de synthèse plus attractive et plus performante en la mêlant avec une drogue naturelle**, le haschich, ce qui permit de plus facilement manipuler les combattants et de les rendre plus effrayants, dans la ligne des travaux de Bernard Lewis [5]. Par la suite, Borissov étendit son marché à la Syrie.

Mais le plus important vint lorsque la CIA, utilisant les particularités d'un ex-État membre du Pacte de Varsovie ayant rejoint l'Otan, lui acheta pour 500 millions de dollars d'armements de type soviétique et le transporta en Syrie. Il s'agissait principalement de 18 800 lance-grenades antichars portables et 700 systèmes de missiles antichars Konkurs.

Lorsque le Hezbollah envoya une équipe en Bulgarie pour s'informer sur ce trafic, un autobus de vacanciers israéliens fit l'objet d'un attentat à Burgas, faisant 32 blessés. Immédiatement, Benjamin Netanyahu et Boïko Borissov accusèrent la Résistance libanaise, tandis que la presse atlantiste diffusa de nombreuses imputations sur le supposé kamikaze du Hezbollah.



En définitive, le médecin légiste, le Dr. Galina Mileva, observa que sa dépouille ne correspondait pas aux descriptions des témoins ; un responsable du contre-espionnage, le colonel Lubomir Dimitrov, nota qu'il ne s'agissait pas d'un kamikaze, mais d'un simple porteur, et que la bombe avait été déclenchée à distance, probablement à son insu ; alors que la presse accusait deux arabes de nationalité canadienne et australienne, la *Sofia News Agency* cita un complice états-unien connu sous le pseudonyme de David Jefferson. De sorte que lorsque l'Union européenne s'empara de l'affaire pour classer le Hezbollah « organisation terroriste », le ministre des Affaires étrangères de la courte période où Borisssov fut exclu du pouvoir exécutif, Kristian Vigenine, souligna qu'en réalité, rien ne permet de lier l'attentat à la Résistance libanaise [6].

À partir de la fin 2014, la CIA cessa ses commandes et fut remplacée par l'Arabie saoudite qui put ainsi acheter non plus des armes de type soviétique, mais du matériel de l'Otan, comme des missiles antichars filoguidés BGM-71 TOW. Bientôt, Riyad fut appuyé par les Émirats arabes unis [7]. Les deux États du Golfe assurèrent eux-mêmes la livraison à Al-Qaïda et à Daesh, via Saudi Arabian Cargo et Etihad Cargo, soit à Tabuk à la frontière saoudo-jordanienne, soit à la base émirati-franco-US d'Al-Dhafra.

En juin 2014, la CIA en rajoute une couche. Il s'agit cette fois d'interdire à la Bulgarie de laisser passer sur son territoire le gazoduc russe South Stream qui aurait pu approvisionner l'Europe occidentale [8]. Cette décision, qui prive la Bulgarie de revenus très importants, permet d'une part de ralentir la croissance de l'Union européenne, conformément au plan Wolfowitz [9] ; d'autre part, d'appliquer les sanctions européennes contre la Russie prises sous le prétexte de la crise ukrainienne ; ensuite de développer le gaz de schiste en Europe orientale [10], enfin de maintenir l'intérêt à renverser la République arabe syrienne, possible grand exportateur de gaz [11].

Aux dernières nouvelles, la Bulgarie —État-membre de l'Otan et de l'Union européenne— **persiste à fournir illégalement des drogues et des armes à Al-Qaïda** et à Daesh, malgré la récente résolution 2253 adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'Onu.

Thierry Meyssan

<https://www.voltairenet.org/article189787.html>